|  |
| --- |
| ***ANNEXE – TRAME-TYPE DE DOCUMENT UNILATÉRAL DE L’ETUDE ou DE L’OFFICE******Préambule Diagnostic sur la situation économique*** *La crise sanitaire liée au Covid-19 a des conséquences importantes sur l’activité socio-économique française. Cette situation exceptionnelle a entrainé une baisse d’activité durable de l’étude ou de l’office.* *Le confinement et ses suites ont réduit significativement nos activités : ……….**L’enquête menée récemment auprès des professionnels a révélé, notamment et outre une baisse notable d’activité et de Chiffres d’affaires.**Notre de l’étude ou office est de ce fait confrontée à une baisse d’activité pouvant se prolonger pendant encore plusieurs mois.* ***[A détailler]****.* *Selon notre diagnostic, la baisse d’activité devrait continuer sur l’année 2021 et potentiellement jusqu’en* ***[…]****.* *Le recours à l’activité partielle qui a permis de réduire la durée du travail tout en maintenant un certain niveau de salaire avec une prise en charge de l’État et l’UNEDIC a permis de préserver l’emploi et les compétences des salariés pendant la crise. Cependant, ce dispositif a été modifié.* *Depuis, un dispositif spécifique d’activité partielle plus avantageux a été créé à compter du 1er juillet 2020**Pour aider les études ou offices connaissant une baisse d'activité durable mais qui n’est pas de nature à compromettre leur pérennité. Ce dispositif permet une meilleure indemnisation des salariés ainsi qu’une prise en charge plus forte par les pouvoirs publics. Il autorise une réduction d’horaires dans la limite de 40% de la durée légale du travail sous réserve d’engagements en termes d’emploi et de formation professionnelle de la part de l’étude ou de l’office.* *Forts de l’expérience positive qu’a représentée le recours à l’activité partielle, les partenaires sociaux de la branche se sont emparés de ce nouveau dispositif en concluant un accord le* ***17 décembre 2020*** *permettant aux études de la branche de mettre en œuvre ce nouveau dispositif par l’intermédiaire d’un document unilatéral.* *L’objet du présent document, élaboré sur la base du diagnostic évoqué ci-dessus et dans le respect des stipulations de l’accord de branche [En cas de présence de comité social et économique dans l’entreprise : ajouter « et après consultation du CSE »] est de mettre en œuvre ce nouveau dispositif en fonction de la situation et des spécificités de l’étude ou de l’office.****Article 1 Champ d’application : activités et salariés concernés*** *Option n°1* *Tous les salariés de l’étude ou de l’office ont vocation à bénéficier du dispositif spécifique d’activité partielle quelle que soit la nature de leur contrat (CDI, CDD, contrat d’apprentissage, contrat de professionnalisation).**Par exception, lorsqu’un salarié, dans les douze (12) mois qui précèdent la mise en œuvre du DSAP au sein de l’étude ou de l’office a été en activité partielle prévu à l’article L.5122-1 du Code du travail pendant plus de trente (30) jours ouvrés ininterrompus dans les douze (12) mois qui précèdent la mise en œuvre du DSAP au sein de l’étude**La période du 17 mars 2020 au 17 novembre 2020 est neutralisée pour l’application de cette exclusion.* *Option n°2* *Le dispositif spécifique d’activité partielle a vocation à bénéficier exclusivement aux activités et salariés suivants de l’étude* *ou de l’office :* *•Activités XXXXX [détailler les catégories d’activités et de salariés concernés]* *•Fonctions supports [détailler les catégories d’activités et de salariés concernés]* *•[Éventuellement : détailler d’autres catégories d’activités et de salariés concernés]* *Tous les salariés de l’étude ou de l’office affectés à ces activités ont vocation à bénéficier du dispositif spécifique d’activité partielle quelle que soit la nature de leur contrat de travail (CDD, CDI, contrat d’apprentissage, contrat de professionnalisation).* *Par exception, lorsqu’un salarié, dans les douze (12) mois qui précèdent la mise en œuvre du DSAP au sein de l’étude ou de l’office a été en activité partielle prévu à l’article L.5122-1 du Code du travail pendant plus de trente (30) jours ouvrés ininterrompus dans les douze (12) mois qui précèdent la mise en œuvre du DSAP au sein de l’entreprise.* *La période du 17 mars 2020 au 17 novembre 2020 est neutralisée pour l’application de cette exclusion.* ***Article 2 Période de mise en œuvre du dispositif*** *Le dispositif spécifique d’activité partielle (DSAP) est sollicité du [compléter] au [six mois maximum- compléter].* *Le recours au DSAP au sein de l’étude* *ou de l’office pourra être renouvelé par période de six (6) mois dans les conditions décrites à l’article 11. Il ne pourra être recouru au DSAP sur une durée supérieure à vingt-quatre (24) mois continus ou discontinus jusqu’au 31 /12/2022.****Article 3 Engagements de l’étude en termes d’emploi et de formation professionnelle*** ***3.1. Engagements en termes d’emploi*** *La préservation des emplois et des compétences au sein de l’étude ou de l’office est le facteur essentiel de la poursuite de l’activité et d’un retour à un niveau d’activité normale.* *C’est pourquoi l’étude* *ou de l’office s’interdit, en application de l’article 5 de l’accord de branche, tout plan de sauvegarde de l’emploi et/ou licenciements économiques au sein de l’étude ou de l’office pendant toute la durée de recours à l’indemnisation au titre du dispositif d’activité partielle spécifique* ***3.2. Formation professionnelle et mobilisation du compte personnel formation*** *[Dans le cas d’une stricte application de l’accord de branche]* *Tout salarié ayant bénéficié du dispositif spécifique d’activité partielle peut définir ses besoins en formation à l’occasion de tout entretien avec son responsable hiérarchique (entretien professionnel, entretien annuel d’évaluation, …).* *Conformément à l’accord de branche, le salarié placé dans le dispositif spécifique d’activité partielle qui réalise pendant cette période, une ou plusieurs formations doit mobiliser son compte personnel formation (CPF).* *Si le coût de ces formations est supérieur aux droits acquis au titre du CPF, l’étude ou de l’office peut formaliser une demande de financement complémentaire auprès de son opérateur de compétences (opcoep.fr) conformément aux critères et conditions définies par les Commissions Paritaires Nationales de l’Emploi et la Formation Professionnelle (CPNEFP).**[Dans le cas d’un engagement en faveur de tous les salariés de l’étude* *ou de l’office)**Il est rappelé que tous les dispositifs de formation en vigueur peuvent être mobilisés dans le cadre d’un projet de formation élaboré conjointement par l’employeur et le salarié.* *[En présence d’un comité social et économique (CSE)] Le CSE est informé :* *- du bilan des actions au titre du plan de développement des compétences* *- et du nombre de bénéficiaires d’un entretien professionnel.* ***Article 4 Réduction de l’horaire de travail*** *Dans le cadre du dispositif spécifique d’activité partielle (DSAP), l’horaire de travail des salariés visés à l’article 1 sera réduit au maximum de [X% - maximum 40% en deçà de la durée légale du travail].* *Cette réduction s’apprécie par salarié sur la durée de mise en œuvre du dispositif, dans la limite d’une durée de 24 mois consécutifs ou non jusqu’au 31/12/2022, appréciés sur la durée totale du document unilatéral élaboré par l’employeur. La réduction d’horaire peut conduire à la suspension temporaire de l’activité.* ***Article 5 Indemnisation des salariés et conséquences de l’entrée dans le dispositif*** *Le salarié placé en activité partielle dans le cadre du DSAP reçoit une indemnité horaire, versée par son employeur, déterminée en fonction de la rémunération brute servant d’assiette à l’indemnité de congés payés comme suit : indemnité correspondant à 80 % de sa rémunération brute.**Les modalités de calcul de l’indemnité versée au salarié sont déterminées selon les dispositions légales et règlementaires en vigueur. L’indemnité ne peut dépasser le plafond de 100 % de la rémunération nette du salarié.* *Au regard des dispositions règlementaires en vigueur, le salaire de référence tient compte de la moyenne des éléments de rémunération variables perçus au cours des douze (12) mois civils, ou sur la totalité des mois travaillés si le salarié a travaillé moins de douze (12) mois civils, précédant le premier jour de placement dans le dispositif spécifique d’activité partielle de l’étude* *ou de l’office.* *Cette indemnité est plafonnée à 4,5 SMIC.* *Le montant de cette indemnité est plafonné à 4,5 SMIC. Le montant de l’indemnité horaire ne peut être inférieur à 8,03 euros nets.**Les salariés soumis à une convention de forfait annuel en jours bénéficient de la garantie d’indemnisation décrite au présent article.* *Dans le cadre des dispositions règlementaires en vigueur, pour les salariés dont la durée du travail est fixée par une convention de forfait en heures ou en jours sur l’année, l’indemnité et l’allocation d’activité partielle sont déterminées en tenant compte du nombre d’heures ou de jours ou de demi-journées ouvrés non travaillés au titre de la période d’activité partielle, avec les règles de conversion suivantes :* *- une demi-journée non travaillée correspond à 3h30 non travaillées ;* *- un jour non travaillé correspond à 7 heures non travaillées ;* *- une semaine non travaillée correspond à 35 heures non travaillées.* *Exemple :* * *Les salariés sont placés en activité partielle quatre (4) demi-journées par semaine :*

*4 jours X 3,5 heures = 14 heures à indemniser* *Au regard des dispositions légales et règlementaires en vigueur, sont maintenus au bénéfice des salariés placés dans le dispositif spécifique d’activité partielle (DSAP) :**-l’acquisition des droits à congés payés ;**-l’ouverture des droits à pension retraite ;**-l’acquisition de points de retraite complémentaire au-delà de la 60éme heure indemnisée dans les conditions définies par l’AGIRC–ARRCO. Ces points complètent les points cotisés obtenus pendant l’année de survenance de l’activité partielle ;**-les garanties de prévoyance et complémentaire santé. La période d’activité partielle dans le cadre du dispositif spécifique d’activité partielle est prise en compte pour l’ouverture de droits à l’allocation chômage et pour le calcul de l’ancienneté du salarié.* ***Article 6 Efforts proportionnés des instances dirigeantes de l’étude*** *Les partenaires sociaux de la branche appellent les études et offices* *à promouvoir une logique de partage des efforts en s’engageant, pour les employeurs, à ne pas augmenter leurs revenus tirés de l’Etude ou de l’office pendant la période d’application du DSAP.****Article 7 Modalités d’information des salariés, du Comité Social et Économique et de l’administration*** *Les salariés susceptibles de bénéficier du dispositif spécifique d’activité partielle (DSAP) sont informés individuellement par tout moyen (courrier, e-mail…) de toutes les mesures d’activité partielle les concernant : organisation du temps de travail, indemnisation par l’étude* *ou de l’office…..**[En présence d’un CSE]* *Le comité social et économique (CSE) reçoit au moins tous les deux (2) mois les informations suivantes :* *-le nombre de salariés concernés par la mise en œuvre du dispositif spécifique d’activité partielle ;* *-le nombre de salarié-e-s ayant bénéficié d’un accompagnement en formation professionnelle ;**-le nombre mensuel d’heures chômées au titre du DSAP.**- les activités concernées par la mise en œuvre du DSAP.;* *-les perspectives de reprise de l’activité.* *Conformément à l’article 10, un bilan portant sur le respect de ces engagements et de ceux mentionnés à l’article 3 est également transmis au CSE puis à l’autorité administrative au moins tous les six (6) mois et avant toute demande de renouvellement de l’activité partielle.* *Enfin, le présent document unilatéral est communiqué aux salariés par tout moyen permettant de conférer une date certaine à cette information (e-mail…) ou affiché sur les lieux de travail.* *Cette communication ou cet affichage fait état de la décision d’homologation par l’administration du présent document ou, à défaut, de la demande de validation accompagnée des documents justificatifs.* ***Article 8 Entrée en vigueur et durée du document unilatéral*** *Le présent document unilatéral entre en vigueur à sa date de signature OU le [date] OU lendemain de de son homologation par l’autorité administrative.* *Il s’applique jusqu’au [Préciser – maximum jusqu’au 31/12/2022].* ***Article 9 Demande d’homologation*** *Le présent document unilatéral est adressé par l’étude ou de l’office à l’autorité administrative pour homologation par voie dématérialisée dans les conditions règlementaires en vigueur (Article R.5122-26 du Code du travail).* *[A compléter en cas de présence d’un CSE dans l’entreprise]* *Cette demande est accompagnée de l'avis rendu par le CSE, ou à défaut, de la convocation du CSE.* *L'étude* *ou de l’office transmet une copie de la demande d'homologation, accompagnée de son accusé de réception par l'administration, au CSE.* *L'autorité administrative notifie à l'entreprise sa décision d'homologation dans un délai de vingt et un (21) jours à compter de la réception du présent document. Le silence gardé par l'autorité administrative pendant ce délai vaut décision d'acceptation d'homologation.* *[A compléter en cas de présence d’un CSE dans l’entreprise]* *L’autorité administrative notifie sa décision au CSE, dans les mêmes délais.* *La procédure d'homologation est renouvelée en cas de reconduction ou d'adaptation du document.* *La décision d’homologation ou de validation vaut autorisation d’activité partielle spécifique pour une durée de six mois. L’autorisation est renouvelée par période de six (6) mois, au vu d’un bilan adressé à l’autorité administrative, avant l’échéance de chaque période d’autorisation de recours au dispositif spécifique d’activité partielle (DSAP), portant sur le respect des engagements en termes d’emploi et de formation professionnelle, ainsi que sur les modalités d’information du CSE, s’il existe, sur la mise en œuvre de l’accord. Ce bilan est accompagné d’un diagnostic actualisé de la situation économique et des perspectives d’activité de l’établissement, de l’entreprise ou du groupe, ainsi que du procès-verbal de la dernière réunion au cours de laquelle le CSE, s’il existe, a été informé sur la mise en œuvre du DSAP.* ***Article 10 Publicité et transmission à la CPPNI*** *La décision d'homologation ou, à défaut, les documents nécessaires pour la demande d’homologation et les voies et délais de recours sont portés à la connaissance des salariés par tout moyen permettant de conférer date certaine à cette information (e-mail…) et par voie d'affichage sur leurs lieux de travail.* *Le présent document est également transmis par voie électronique à la commission paritaire permanente de négociation et d’interprétation de la branche professionnelle. (cppni@praj.fr):**Fait à …, le …*  *[Signature]* |